

Violences sur les immigrés italiens dans l'espace lorrain (1870-1914)

Pierre-Louis Buzzi
Université de Strasbourg

pl.buzzi@laposte.net

Abstract:

La France connaît de nombreuses crises de xénophobie, notamment à partir de la IIIe République. Les affrontements physiques entre ouvriers français et ouvriers italiens sont particulièrement nombreux dans une région comme la Lorraine qui compte environ 60.000 immigrés transalpins à la veille de la Première Guerre mondiale. Les archives nous présentent un éventail de rixes et d'affrontements, divers par leurs formes, leurs acteurs, leurs origines, leurs armes, mais qui comportent de nombreuses similitudes et s'inscrivent dans une même dynamique, car, loin de constituer de simples crises, ces formes de violence s'enracinent dans des comportements anciens.

Mots-clés: Immigration; Immigrés italiens; Lorraine; Ouvriers; Affrontements

Abstract:

France knew numerous crises of xenophobia, in particular from the Third Republic. There are a lot of physical confrontations between French workers and Italian workers in Lorraine, which counts approximately 60.000 Italian just before the beginning of the Great War. Archives have a variety of brawls and clashes, different in their forms, their actors, their origins, their weapons, but which some similarities and join the same dynamics, because these forms of violence take root in old behavior, at the heart of the history of violence.

Key-words: Immigration; Italian immigrants; Lorraine; Clashes

En 1896, dans un rapport sur des affrontements entre ouvriers français et ouvriers italiens, le commissaire spécial de Longwy présente son secteur d'action comme «une contrée où les rixes de ce genre sont fréquentes»¹. Les archives départementales des différents départements de la Lorraine française (Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges) témoignent en effet de la numérosité et de la diversité des affrontements entre ouvriers français et immigrés italiens². Si la présence italienne est une réalité pluriséculaire en Lorraine, force est de constater que c'est au cours des années 1890 que l'émigration italienne vers l'espace lorrain prend son envol avec la découverte en 1895 du minerai dans le bassin de Briey, et la mise au point du procédé Thomas qui permet de déphosphorer la fonte produite avec le minerai. L'emploi des Italiens est d'autant plus nécessaire au décollage industriel de la région que celle-ci ne dispose d'aucune main-d'œuvre qualifiée dans le domaine (Noiriel, 1986: 610). Le développement industriel, urbain et militaire de la région, suite au traité de Francfort de 1871, appelle à une main-d'œuvre abondante. C'est ainsi que l'on retrouve les immigrés italiens sur les chantiers des lignes de chemin de fer, sur les nombreux chantiers de fortification de la région, dans les carrières et sablières, ainsi que dans un certain nombre de profession.

Toutefois, cette présence italienne ne se fait pas sans encombre, et ce, tant en Lorraine que dans le reste de la France. Dans l'historiographie de l'immigration, si les 'vêpres marseillaises' de juin 1881 (Liens, 1967), ou le 'massacre des Italiens' en août 1893 à Aigues-Mortes (Noiriel, 2010), ont fait l'objet de publications spécifiques, il n'en n'est pas de même pour les violences commises envers des immigrés italiens dans l'espace lorrain. Or, en 1913, à la veille du premier conflit mondial, plus de 60.000 immigrés italiens, sont recensés dans les trois départements de la Lorraine française, dont 54.876 en Meurthe-et-Moselle³, 5170 dans les Vosges⁴, et sans doute plusieurs milliers dans la Meuse⁵. Il s'agit ici d'analyser les différences formes de violences qui s'exercent contre les immigrés italiens dans l'espace lorrain entre 1870 et 1914, et de constater si cette violence xénophobe peut s'inscrire dans une histoire plus large de la violence ouvrière ou paysanne.

¹ A. D. M.-M. 4 M 138. Rapport du commissaire spécial de Longwy, 27 mars 1896.

² Nous remercions Marie-Louise Antenucci pour la lecture de cet article.

³ Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle (A. D. M.-M). 4 M 142. Recensement semestriel des étrangers, 1913.

⁴ A. D. Vosges 4 M 403. Recensement semestriel des étrangers, 1913.

⁵ Nous n'avons pas retrouvé les recensements semestriels des étrangers dans les A. D. Meuse.

DISCOURS ET ORIGINES DE LA VIOLENCE

Les causes de la violence xénophobes sont multiples, et les affrontements ont des origines de long, de moyen et de court terme. La violence, physique ou non, contre l'immigré italien s'inscrit dans une histoire pluriséculaire de rejet de l'étranger, et non pas seulement au sens national; «l'étranger, c'est avant tout celui qui n'est pas du village ou du quartier, peu importe d'où il vient» (Chauvaud, 2014: 148). Cela s'observe déjà au sein de la paysannerie à l'époque moderne par exemple. Sur un terme plus restreint, le XIXe siècle, on assiste à la construction d'un discours hostile à l'immigré italien, un discours qui peut se résumer schématiquement en trois points. Le rejet de l'ouvrier italien est d'abord justifié pour des raisons économiques: les Italiens sont accusés de voler le travail des Français, de faire baisser le prix de l'heure, de ne pas dépenser leurs revenus dans les commerces locaux, et d'être des briseurs de grèves par leur docilité. Ces arguments sont notamment portés par le syndicalisme ouvrier qui, dans la Lorraine des années 1880, «se constitue et s'édifie en vaste mouvement xénophobe» (Baudin, 1997: 147). Le second argument se base quant à lui sur la défense nationale à l'heure des multiples tensions européennes et de la consolidation des systèmes d'alliances. La présence de nombreux ouvriers étrangers sur les chantiers des forts et des casernes ne se fait pas sans susciter de nombreuses questions dans les rangs d'une partie de la population, effrayée à l'idée de confier la construction des espaces de défense de la France à des alliés de l'Allemagne, et donc de possibles espions, l'Italie étant membre de la Triple Alliance depuis 1882. Loin de s'opposer, ces deux discours se nourrissent l'un de l'autre et alimentent la violence des mots et des gestes. Ainsi, c'est parce qu'ils travaillent sur les chantiers de militarisation, que les Italiens peuvent en espionner les plans. *La Gazette Vosgienne* écrit ainsi en 1887:

Que de soi-disant ouvriers terrassiers, fondeurs, viennent travailler chez nous pour surprendre nos secrets de fabrication et essayer de remporter là-bas, par-delà le Rhin, les plans de nos forts, les modèles de nos fusils, et la formule de notre poudre nouvelle, cela de fait aucun doute⁶.

C'est parce qu'ils gagnent de l'argent qu'ils envoient en Italie, que les immigrants italiens sont accusés de contribuer à l'armement de la Triplice:

[Les étrangers] envoient tout leur gain dans les pays d'origine, somme énorme qui s'en va dans des pays voisins pour aider à forger les canons et couler les balles qui doivent nous tuer un de ces jours⁷.

Les nationalistes n'hésitent pas à reprendre les arguments des syndicalistes afin de dénoncer l'emploi d'étrangers et les patrons qui les embauchent.

En effet, au-delà des différents 'espace physique' qu'a pu gagner l'hostilité des ouvriers français envers les ouvriers italiens, il convient également de souligner la xénophobie investit aussi l'espace politique. Ainsi, qu'il s'agisse des lettres qu'adresse le conseiller municipal de Bruley au préfet de Meurthe-et-Moselle, en avril et juillet 1914, ou de l'article que fait paraître un «groupe d'ouvriers français remplacés par les Italiens» dans un journal lorrain en juillet 1914, le patriotisme des ouvriers français en question est mis en avant, et permet de rappeler que le discours xénophobe se politise, et qu'«en se politisant, la xénophobie semble se couler sans difficulté dans le moule républicain» (Dornel, 2005: 229). La présence immigrée en Lorraine est donc désormais, outre une question économique, une question politique.

Enfin, le troisième volet de ce discours xénophobe est constitué par l'argument de la sécurité intérieure: la peur du migrant criminogène emplit les colonnes des journaux qui ne manquent pas de créer un sentiment d'insécurité dans l'espace lorrain. *L'Est Républicain* titre ainsi par exemple le 30 août 1899 'Encore les Italiens' à propos d'un affrontement entre Italiens et Français. De la même manière que l'on craint l'Italien comme 'seigneur du couteau', on redoute l'immigré pour ses aspirations anarchistes. Entre 1894 et 1903, 60% des anarchistes en France seraient des Italiens (Milza, 1995: 190). Cette peur de l'Italien anarchiste atteint des sommets à deux reprises au cours de la période étudiée: 1894 après l'assassinat du

⁶ *La Gazette Vosgienne*, 23 janvier 1887.

⁷ *L'Ouvrier de l'Est*, 5 février 1898.

Président Carnot à Lyon par un anarchiste italien, et en 1905 lors des grandes grèves et manifestations ouvrières qui affectent les départements lorrains. La presse lorraine n'hésite pas alors à affirmer que les Italiens «sont prêts à incendier et piller au premier signal des agents internationalistes» (Bonnet, Humbert, 1981: 184).

Enfin, il y a les origines immédiates de l'affrontement, ce sont les éléments déclencheurs. Il peut s'agir d'une décision de l'entrepreneur d'embaucher de nouveaux Italiens, d'une rumeur d'espionnage, d'une lassitude face à un mauvais comportement, d'un fait-divers, d'une bagarre qui dégénère, comme en décembre 1902 lorsque trois Italiens blessent mortellement un jeune français, bagarre suivie quelques jours plus tard par une impressionnante 'chasse à l'Italien' dans la commune (Buzzi, 2016). Il convient également de rappeler que ces affrontements violents sont souvent précédés par des semaines de tensions, de menaces, et d'insultes. En juillet 1914 à Bruley, après des affrontements sur des chantiers de fortification opposant plus de deux-cents ouvriers français contre quelques ouvriers italiens, le conseiller municipal de la commune se plaît à rappeler dans une lettre, qu'il avait annoncé dans une première lettre adressée au préfet en avril, ces affrontements (Buzzi, 2014/a). La violence à l'encontre des ouvriers italiens ne sort donc pas de nulle part, elle est précédée par des menaces, des mises en garde, des petites agressions individuelles, des insultes, des regards. Par ailleurs, il faut aussi contextualiser l'évènement, et le mettre, si cela est possible, en lien avec d'autres évènements similaires qui ont lieu dans le même laps de temps. Les multiples affrontements qui ont lieu en Lorraine au cours des mois d'août et septembre 1893 sont immédiatement mis en relation par les autorités avec le «massacre des Italiens» d'août 1893 (Noiriel, 2010). Dans un rapport au ministre de l'Intérieur, le préfet de Meurthe-et-Moselle écrit:

L'origine des troubles des chantiers de la ligne de Maron-Villiers est une répercussion de ceux d'Aigues-Mortes. La lecture des journaux avait particulièrement surexcité les ouvriers français⁸.

De la même manière, l'année 1914 voit exploser en affrontements et en grèves, de nombreuses tensions restées muettes jusque-là (Buzzi, 2015). En mars 1914 à Thierville-près de Verdun, des ouvriers français occupés à la construction de casernements quittent les chantiers pour protester contre l'embauchage des équipes italiennes⁹. Un mois plus tard à Verdun, une cinquantaine d'ouvriers français, armés de fusil et de revolvers, de perches et de madriers, mettent à exécution leurs menaces et attaquent une cantine dans laquelle sont logés de nombreux ouvriers italiens¹⁰. Dans le même temps à Haudainville, des ouvriers français assiègent aussi la cantine où logent les ouvriers italiens et tirent des coups de revolver, blessant plusieurs Italiens¹¹. Le mois suivant, à Saint-Nicolas-de-Port en Meurthe-et-Moselle, des ouvriers français molestent des travailleurs italiens et mènent contre eux «une guerre sourde»¹². Un mois plus tard, le mardi 2 juin 1914, trente-cinq ouvriers terrassiers occupés à la sablière de la Prairie de Tomblaine, abandonnent le travail et réclament d'être payés au même tarif que les ouvriers italiens¹³. Le 20 juillet 1914, près de deux-cents ouvriers français se mettent à chasser les Italiens des chantiers de construction de casernes (Buzzi, 2014/a).

De la même manière que les rixes et autres affrontements physiques, sans se cantonner à un lieu, se retrouvent souvent dans un même type d'espace (de travail, de sociabilité...), la violence, sans être limitée à des heures précises, a elle-aussi sa propre temporalité. Force est de constater en effet que les heures d'embauche, à cinq heures du matin ou treize heures, et celles de la fin de journée vers vingt-deux heures, concentrent une grande partie des affrontements. Cela se vérifie par exemple aux carrières de Laxou le 28 août 1893, lorsqu'à cinq heures du matin, des ouvriers français se mettent à inspecter les lieux pour s'assurer qu'aucun ouvrier italien n'y travaille¹⁴. Au cours de l'année, plusieurs occasions sont propices à l'émeute, les fêtes sont des temps d'«excitation» notamment par la consommation d'alcool et les rivalités sentimentales, les enterrements et regroupements publics sont aussi des occasions propices puisque ce sont des temps de 'concentration' d'individus (Fureix, 2011). Les jours chômés sont eux aussi redoutés par les autorités qui craignent des débordements xénophobes. Le 1er mai 1894, le préfet

⁸ A. D. M.-M. 10 M 36.

⁹ *Le Petit Démocrate de la Meuse*, 15 mars 1914.

¹⁰ *Le Courrier de la Meuse*, 29 avril 1914, p. 2.

¹¹ *Le Journal de la Meurthe*, 29 avril 1914, p. 1.

¹² *Le Journal de la Meurthe*, 20 mai 1914, p. 3.

¹³ *L'Est Républicain*, 3 juin 1914, p. 3.

¹⁴ A.D. M.-M. 10 M 36. Rapport du commissaire central de police de Nancy, 28 août 1893.

de Meurthe-et-Moselle redoute une ‘chasse à l’ours’, mais ses craintes sont vite dissipées (Baudin, 1997: 147). On appréhende également les jours de paie et leurs lendemains: «À coup sûr, les soirs de paie, les lendemains surtout, l’habitant fera bien de rester chez lui s’il ne veut pas risquer de recevoir quelque balle égarée»¹⁵. L’historien peut aussi constater sans surprise que les affrontements ‘italophobes’, coïncident avec le cycle des saisons: plus d’affrontements de mars à septembre, beaucoup moins d’octobre à février, en effet, l’immigration est alors encore essentiellement saisonnière: les immigrés viennent en grande partie travailler pour la belle saison sur les chantiers, puis retournent en Italie pour la saison-morte. C’est donc tout logiquement que les mois du printemps et de l’été soient ceux où l’on observe une hausse des affrontements. Il est important de souligner ce caractère saisonnier de la violence à l’encontre des immigrés, afin de mettre en relation ces violences avec celles des émeutes paysannes de l’époque moderne.

DE LA VIOLENCE VERBALE A LA VIOLENCE PHYSIQUE

Lorsque l’on parle de violence xénophobe, on songe presque immédiatement à la rixe. C’est oublier que l’affrontement physique est souvent précédé par d’autres formes de violence, que ce soit la violence «inquantifiable» (Dornel, 2004: 38), celle des intimidations, des silences, des non-dits, ou la «violence verbale» (Petiteau, 2008), celle des insultes: ‘macaroni’, ‘our’, ‘caserio’, ‘crispi’, qui sont censées bestialiser et ridiculiser l’adversaire. Aux injures s’ajoutent les menaces, autre forme de violence verbale. Aux carrières de Laxou, les Français menacent avec des armes les Italiens qui oseraient venir travailler. À Maron, les ouvriers français menacent ainsi de mettre le feu à toutes les maisons des Italiens, ainsi que de les jeter à la Moselle. L’eau et le feu sont deux éléments purificateurs que l’on retrouve régulièrement au cours de l’histoire de la violence. La violence xénophobe s’inscrit donc bien dans une histoire, un phénomène beaucoup plus large, reprenant des éléments d’autres affrontements, ici, celui d’un «rituel purificateur» (Dornel, 2004: 72). La violence verbale c’est aussi celle de la rumeur, qui peut déboucher sur une véritable ‘chasse à l’Italien’ comme c’est le cas à Aigues-Mortes dans le Gard et à Maron en Meurthe-et-Moselle en août 1893, lorsqu’un ouvrier français accourt et raconte que des Italiens crient «A bas la France! Vive l’Allemagne! Vive l’Italie!»). Les ouvriers français quittent le chantier des lignes de chemin de fer pour aller chercher du renfort, et revenir chasser les ouvriers italiens¹⁶. Les journaux diffusent aussi des rumeurs sur les Transalpins, comme *L’Est Républicain* en 1899 qui affirme que des ouvriers italiens auraient tué un Français à Autrey, la rumeur, donnée sans l’usage du conditionnel le 10 août, est finalement démentie par le même journal trois jours plus tard. L’assassin n’est pas Italien, mais Français¹⁷. La violence verbale n’est donc pas cantonnée à sphère de l’oralité, elle peut aussi gagner le domaine de l’écrit à travers des articles de journaux ou des affiches hostiles, telle celle placardée près des Acières de Micheville en 1905: «Un ours noir s’est échappé d’une ménagerie de Milan rugit dans les rues de Villerupt, vivant de paresse aux crochets des ouvriers ignorants» (Bonnet - Humbert, 1981: 181).

La violence verbale se meut alors en une violence physique polymorphe: affrontements personnels qui éclatent pour des futilités ou des rivalités sentimentales; affrontements de quelques individus comme en avril 1901 à Gérardmer lorsqu’une bagarre éclate entre ouvriers français et italiens¹⁸; et affrontements plus spectaculaires, comme la ‘chasse à l’ours’ (ou ‘chasse à l’Italien’) à l’image de celles de Joef et Maron en 1893, de Mont-Saint-Martin en 1902, de Toul en 1906, de Blainville en 1912, et de Bruley en 1914. Une chasse correspond à un regroupement important d’ouvriers français, souvent plus de cent ou deux-cents, qui se rassemblent pour chasser sous les injures et les coups les ouvriers étrangers en infériorité numérique. À l’arrivée massive d’ouvriers et de mineurs français, succède le siège et l’assaut, comme à Maron en août 1893, où les pierres et autres projectiles pleuvent sur la maison où se sont réfugiés une quarantaine d’Italiens¹⁹. La grève est aussi très utilisée contre l’emploi de la main-d’œuvre étrangère. «Avant 1905, il y avait eu plus de grèves anti-italiennes qu’anti-patronales dans le nord de la Lorraine du fer» (Bonnet - Humbert, 1981: 182). En 1895, la grève des ouvriers

¹⁵ Hottenger, 1912: 126.

¹⁶ A. D. M.-M. 10 M 36.

¹⁷ *L’Est Républicain*, 10 et 13 août 1899.

¹⁸ *L’Est Républicain*, 18 avril 1901.

¹⁹ *Le Temps*, 26 août 1893.

français qui travaillent sur le fort de Pont-Saint-Vincent, conduit la Préfecture à interdire aux patrons d'embaucher des ouvriers étrangers, et de renvoyer d'éventuels candidats italiens sur d'autres points²⁰. Enfin, afin de contraindre les Italiens à quitter les chantiers, la ville ou la région, les ouvriers français n'hésitent pas à s'en prendre à leurs biens, le 12 avril 1893, des ouvriers du Val-de-Fer brisent les outils de quatre ouvriers transalpins afin de les empêcher de travailler²¹.

Toutes sortes d'armes sont utilisées lors de ces affrontements. Les ouvriers prennent tout ce qu'ils trouvent à leur portée comme les pierres: à Villerupt en septembre 1900, les Italiens sont accueillis par «une réception à coups de pierre»²². Les couteaux et poignards sont également présents. Viennent ensuite des armes plus lourdes: les bâtons et les gourdins, les manches de pelles et de pioches, des pics de mineurs et des barres de fer. Le 13 décembre 1902 à Mont-Saint-Martin, suite à la mort d'un jeune français mortellement blessé par trois Italiens, une soixantaine d'ouvriers français stationnent devant le café où logent les Italiens. Puis, sous les cris hostiles à l'égard des Italiens, une vingtaine des agresseurs envahit bruyamment l'établissement, frappant violemment sur les tables avec leurs bâtons, réclamaient à boire en criant 'Morts aux ours, à bas les Crispi', avant de monter dans les chambres des Italiens pour les en déloger. Les gendarmes qui passent par ici saisissent alors diverses armes: «barres de fer, cannes dites "nerfs de bœuf", manches de pelles ou de pioches». Ils dispersent les manifestants, mais ces derniers se regroupent plus loin, et de nouveau les gendarmes ressaisissent plusieurs armes²³. Il faut ainsi souligner la capacité de 'réarmement' des ouvriers, et émettre l'hypothèse d'un soutien de la population qui aide ces ouvriers en les approvisionnant en armes. D'autres armes sont plus énigmatiques comme à Bruley, le 20 juillet 1914, où les Français s'arment de «chaussettes à clous»²⁴. Quant aux armes à feu, bien que plus rares, elles sont toutefois présentes. Le 26 avril 1914 à Verdun, alors que les ouvriers italiens occupés sur les chantiers militaires sont l'objet de nombreuses menaces depuis plusieurs jours, une cinquantaine d'ouvriers français, décide d'attaquer, armés de fusil et de revolvers, de perches et de madriers, une grande cantine dans laquelle sont logés de nombreux ouvriers italiens²⁵.

LES ESPACES DE VIOLENCE

Aucun espace, dans le cadre de l'immigration, n'est un 'espace de violence' par définition. Il le devient. Toutefois, force est de reconnaître qu'un espace de socialisation et de codification, de concentration et de confrontation, d'expression politique, d'excitation ou sous tension, peut facilement devenir un lieu de violence. La codification peut entraîner un rejet de celui qui ne fait pas partie du même groupe, la concentration favorise l'affrontement, l'expression permet de dévoiler des opinions hostiles à la main-d'œuvre étrangère, quant aux espaces sous tension du fait des conditions de travail difficiles, ou les espaces d'excitation, par la consommation d'alcool, ils mettent plus facilement à vif les sentiments des uns et des autres. Si tout espace est donc potentiellement violent, les espaces de travail (mines, chantiers), de socialisation (auberges, cafés), et de liaison (rues, gares) concentrent une grande partie des affrontements xénophobes.

Parmi les hauts lieux de la violence xénophobe, les espaces de travail occupent sans aucun doute la première place, et ce pour plusieurs raisons. Ce sont avant tout des espaces de la sociabilité avec ses codifications, ses hiérarchies, et ses règles, ce qui forme un sentiment d'appartenance, et donc par opposition, un possible rejet de celui qui ne partage pas cette identité. Ces espaces sont aussi les supports des rivalités entre ouvriers français et étrangers, puisque nombre d'accusations portées aux immigrés relèvent de la sphère économique. Ce sont donc des lieux d'expression politique. Ces espaces sont aussi des espaces de concentration d'étrangers et donc de possible confrontation: à Briey, les trois quarts des mineurs sont Italiens, et à Manonviller, sur les chantiers de construction du fort, on recense 330 Italiens et 115 Français²⁶. Enfin, ces espaces de travail peuvent devenir des espaces de violence car ils sont sous tension du fait des conditions de travail difficiles voire dangereuses²⁷. Les mines, carrières et sablières sont de véritables espaces de violence: en août 1893 aux carrières des Quatre-Vents près

²⁰ A. D. M.-M. 4 M 138. Télégramme du Préfet aux commissaires spéciaux, 17 mars 1895.

²¹ A. D. M.-M. 4 M 138. Cabinet du préfet, 13 avril 1893.

²² A. D. M.-M. 4 M 138. Rapport du commissaire spécial de Villerupt, 18 septembre 1900.

²³ A. D. M.-M. 4 M 138. Procès-Verbal, brigade de Mont-Saint-Martin, 13 décembre 1902.

²⁴ *La Moselle*, 25 juillet 1914.

²⁵ *Le Courrier de la Meuse*, 29 avril 1914.

²⁶ A. D. M.-M. 10 M 36. Télégramme, 31 août 1893, 8 heures.

²⁷ Le bassin de Briey occupe le «premier rang du nombre d'accidents mortels pour toutes les mines d'Europe», (BAUDIN, 1997: 212).

de Laxou²⁸, ou en janvier 1895 aux carrières d'Euville dans la Meuse, les Italiens sont chassés par les Français. Les chantiers de construction, de chemin de fer, ou de casernes, sont eux aussi particulièrement sensibles comme à Manonvillers en 1893, Ecouves en 1906, ou Bruley en 1914. Néanmoins, il semblerait que cette violence ne se retrouve pas sur les chantiers de casernement vosgiens, du moins à ce qu'en témoignent les autorités, constituant ainsi un contraste avec les autres départements de la Lorraine française²⁹. Mais si les sources n'évoquent pas d'affrontements sur les chantiers vosgiens eux-mêmes, elles sont plus nombreuses concernant les heurts qui se déroulent à l'auberge ou dans la rue, et dans lesquels se trouvent des maçons et terrassiers italiens employés sur ces chantiers.

Dans l'arrondissement de Saint-Dié, entre 1900 et 1914, sur trente-six affrontements franco-italiens, treize ont pour cadre un cabaret (Guatelli, 2002: 177). Les débits de boisson, auberges et cantines, hauts-lieux de la sociabilité masculine, sont aussi des lieux d'expression politique, notamment lorsqu'un syndicaliste ou un homme politique y prend la parole contre l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, à l'image de la réunion de 250 ouvriers français qui se retrouvent dans un café toulous le dimanche 26 juillet 1914 pour y dénoncer l'emploi de la main-d'œuvre étrangère³⁰. Espaces où logent les ouvriers étrangers, ils sont également connus pour être des espaces de concentration d'étrangers. Ainsi, le 13 décembre 1902, des ouvriers français, après avoir attendu les Transalpins à la sortie de l'usine, puis avoir après envahi plusieurs cafés de Mont-Saint-Martin où sont hébergés des Italiens, investissent les chambres de ces derniers, permettant ainsi à l'historien de constater la mobilité de la violence, d'un espace de travail à un espace de sociabilité, puis à un espace intime³¹. Enfin, auberges et débits de boisson sont des lieux d'excitation puisqu'ils sont des lieux de consommation d'alcool. L'expulsion des Italiens du chantier du fort de Manonviller est ainsi préparée dans «les auberges des différentes localités» avoisinant le fort, et le commissaire spécial d'Igney-Avicourt souligne que les intentions de violence sont «écloses sous l'influence de la boisson»³². La consommation d'alcool a un rôle certain dans le déclenchement de rixes, comme l'illustre ce fait-divers à La Neuveville-les-Raon dans les Vosges en avril 1901, où trois ouvriers italiens sont frappés par deux manœuvres français «en état d'ivresse»³³.

Enfin, un quart des affrontements franco-italiens recensés dans l'arrondissement déodatien précédemment cités se déroulent dans la rue (Guatelli, 2002: 177). La rue est aussi un espace de violence à part entière, et ce, pour trois raisons essentielles. Tout d'abord, la rue est un espace social, un espace de rencontre permanent, et à ce titre un véritable carrefour. Le 25 mai 1896, après la fermeture des auberges vers vingt-deux heures, deux groupes se croisent sur la route de Villerupt, et une bagarre s'entame entre les Français et les Italiens³⁴. La rue est aussi un espace de démonstration de force, comme par exemple à Nancy en avril 1913 lorsque les étudiants de la faculté de droit de Nancy défilent dans la cité ducale pour y pourchasser Allemands et Italiens (Baudin, 1997: 154), ou à Maron en août 1893, où, après avoir essayé de chasser les Italiens du chantier du fort, les ouvriers français défilent fièrement dans le village en chantant *La Marseillaise*³⁵. Enfin, la rue est aussi et surtout un espace qui joint des espaces entre eux, et notamment deux espaces de violence, deux espaces sous tension: la gare au chantier, la cantine à la mine, etc. devenant ainsi un espace de violence à part entière. C'est ainsi qu'en décembre 1901, la gare de Lérrouville est gardée par des gendarmes «à la seule fin que les ouvriers français ne s'opposent pas à l'arrivée d'ouvriers italiens embauchés par un patron de Lérrouville»³⁶.

La violence à l'encontre des immigrés italiens éclate suite à un évènement déclencheur souvent mis en exergue par un meneur. Elle apparaît aussi dans un contexte politique, diplomatique, économique et démographique particulier, et doit donc être étudiée en perspective. Cette violence polymorphe, et elle s'inscrit dans une histoire plus large de la violence; les mouvements xénophobes collectifs se rattachent, de par leurs mots et leurs gestes, à des formes anciennes de violence connues dans le monde rural et dans le monde du travail. D'une certaine manière,

²⁸ A. D. M.-M. 10 M 36. Rapport du commissaire central de police de Nancy, 28 août 1893.

²⁹ A. D. V. 8 MPRO 9, Rapport du commissaire spécial de Remiremont, 22 juillet 1913.

³⁰ *Le Pays Toulous*, 2 août 1914.

³¹ A. D. M.-M. 4 M 138. Procès-Verbal, brigade de Mont-Saint-Martin, 13 décembre 1902.

³² A. D. M.-M. 4 M 138. Rapport du Commissaire spécial d'Igney-Avicourt, 29 août 1893.

³³ *L'Est Républicain*, 15 avril 1901.

³⁴ A. D. M.-M. 4 M 138. Rapport du commissaire spécial de Longwy, 26 mai 1896.

³⁵ *Le Matin*, 26 août 1893.

³⁶ *L'Est Républicain*, 4 décembre 1901.

l'Ancien Régime a ordonné une scénographie de la violence collective (Corbin, 1991), encore perceptible à la veille de la Grande Guerre.

La violence est également une dynamique qui contribue au développement d'un sentiment d'appartenance chez les ouvriers français qui, provenant de différents chantiers, se retrouvent pour chasser une proie commune. À Ludres le 5 avril 1893, les ouvriers du Val de fer à Chavigny «se proposent de venir pour exciter camarades à renvoyer tous les Italiens»³⁷, tandis que quelques mois plus tard à Maron, les ouvriers français appellent en renfort «les mineurs du Val de fer ou de Ludres»³⁸, et qu'en juillet 1914 à Bruley, se dirige vers les casernes de Sébastopol «dans le but d'aider leurs collègues à purger les pattes d'Ours» une centaine de terrassiers des chantiers voisins³⁹. À travers slogans et articles, les ouvriers s'identifient au peuple français, en opposition aux immigrés. Ainsi, au lendemain des événements de Bruley, *Le Pays Toulinois* insère dans ses pages, une tribune d'un «groupe d'ouvriers français remplacés par les Italiens»⁴⁰. Ils se présentent comme les «bons français», victimes obligées de se faire justice eux-mêmes.

La Première Guerre mondiale met un terme, provisoire, à ces violences contre les immigrés italiens, anciens ressortissants ennemis désormais neutres depuis le 2 août 1914. Les chantiers et les mines sont fermés, les débits fermés ou surveillés, et les rues, vidées de leurs riverains par la mobilisation des hommes et l'exode de 40.000 immigrés italiens de Lorraine (Buzzi, 2014/b). Les espaces de violence traditionnels sont donc vidés de leurs potentielles victimes. Mais la guerre fait émerger de nouveaux espaces de violence contre ces Italiens: des «atrocités allemandes» sont recensées contre eux dans les villes du Pays-Haut, les gares deviennent le symbole d'un «exode lamentable»⁴¹ au cours duquel se succèdent les traumatismes, et l'emploi des ouvriers italiens dans les usines de guerre éveille du mécontentement chez certains. Il convient alors de s'interroger sur le revers des espaces de violence, et se demander si à ces espaces de violence, ne répondent pas des espaces de paix et d'intégration en Lorraine, avant, pendant et après la guerre.

BIBLIOGRAPHIE

- Baudin, François (1997), *Histoire économique et sociale de la Lorraine*, t. 3: *Les Hommes 1870-1914*, Metz, Serpenoise-PUN.
- Bonnet, Serge - Humbert, Roger (1981), *La ligne rouge des hauts fourneaux. Grèves dans le fer lorrain en 1905*, Paris, Serpenoise.
- Buzzi, Pierre-Louis (2014/a), «Immigration italienne: un chantier houleux dans le Toulinois en 1914», *Etudes Tuloises*, n. 149, pp. 11-14.
- Buzzi, Pierre-Louis (2014/b), «Fuir ou Subir. Le "lamentable exode" des immigrés italiens de Lorraine (août-septembre 1914)», *1914-1918, Gares en Guerre* (Actes du colloque international tenu à Paris les 3, 4 et 5 septembre 2014), à paraître.
- Buzzi, Pierre-Louis (2015), *Les immigrés italiens en Lorraine française pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918)*, mémoire de master recherche sous la direction de M. Jean-Noël Grandhomme, 2 voll., Université de Strasbourg.
- Buzzi, Pierre-Louis (2016), «Une forme d'affrontement xénophobe: les «hasses à l'Italien» en Lorraine (années 1890-1910)», in *Revue@Politique*, Espaces de violence en Lorraine (1870-1962) (Actes du colloque tenu à Berlin les 5 et 6 mars 2015), à paraître.
- Chauvaud, Frédéric (2014), *Histoire de la haine. Une passion funeste 1830-1930*, Rennes, PUR.
- Corbin, Alain (1991), «Histoire de la violence dans les campagnes françaises au XIXe siècle. Esquisse d'un bilan», *Ethnologie française*, XXI, pp. 224-236.
- Dornel, Laurent (2004), *La France hostile. Socio-histoire de la xénophobie (1870-1914)*, Paris, Hachette.
- Fureix, Emmanuel (2011), «La construction rituelle de la souveraineté populaire: deuils protestataires (Paris, 1815-1840)», *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n. 42, pp. 21-39.
- Galloro, Pierre-D. (1997), «L'impact de la législation sociale sur le profil des flux ouvriers dans la sidérurgie lorraine avant 1914», *Les Cahiers Lorrains*, n. 4, pp. 323-344.

³⁷ A. D. M.-M. 4 M 138. Télégramme du commissaire spécial de Nancy au préfet de Meurthe-et-Moselle, 5 avril 1893, 8h 50.

³⁸ A. D. M.-M. 10 M 36.

³⁹ *La Moselle*, 25 juillet 1914.

⁴⁰ *Le Pays Toulinois*, 26 juillet 1914.

⁴¹ A. D. M.-M. 1 M 604. Rapport du sous-préfet de Briey, 28 août 1914.

- Guatelli, Olivier (2002), *Les Italiens dans l'arrondissement de Saint-Dié (1870-1970)*, thèse sous la direction de M. François Roth, Université de Nancy.
- Milza, Pierre (1995), *Voyage en Ritalie*, Paris, Payot.
- Noiriel, Gérard (2010), *Le massacre des Italiens. Aigues-Mortes, 17 août 1893*, Paris, Fayard.
- Noiriel, Gérard (1986), «Les immigrés italiens en Lorraine pendant l'entre-deux-guerres: du rejet xénophobe aux stratégies d'intégration», in Milza, Pierre (sous la direction de), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École Française de Rome, pp. 609-632.
- Petiteau, Natalie (2008), «Violence verbale et délit politique. 1800-1830», *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n. 36, pp. 75-90.